

# MADAGASCAR CONFÉRENCE NATIONALE

Le dialogue national sur Madagascar est arrivé à un point où toute action unilatérale n'a aucune chance de bénéficier de la légitimité populaire sans les principales mouvances politiques concernées. Toute suggestion de tenue d'une conférence nationale devrait être considérée en premier lieu à travers cet impératif.

Plusieurs conférences nationales tenues sur le Continent Africain ont abouti à des résultats satisfaisants. Le dialogue inter-congolais, la CODESA et le MPNP en Afrique du Sud, ainsi que de nombreuses conférences nationales tenues à travers l'Afrique dans les années 90, constituent des exemples d'accords conclus ayant débouché à des élections multipartites. Elles sont toutes entièrement inclusives et ont ainsi permis à de véritables négociations au cours desquelles des accords ayant force exécutoire ont été conclus.

Il est incontestable qu'une conférence nationale visant la légitimation d'actions unilatérales ne concourra pas au processus initié par la SADC. Si l'arène politique n'est pas suffisamment aplanie, la convocation d'une conférence nationale ne permettrait pas la normalisation de la pratique politique et la démocratisation à Madagascar. Tant que des prisonniers politiques croupissent toujours en prison ou sont encore en détention et tant que les médias sont encore muselés par le régime de facto, l'arène politique n'est pas encore bien préparée. La Conférence sera vouée à l'échec si elle vise à renforcer le statut actuel du régime de facto ou à attirer de nouveaux alliés politiques dans son giron.

Nous soutenons fermement une conférence nationale si elle contribue à la résolution de la crise politique. Nous la soutenons si elle traite l'ordre du jour déjà identifié dans les Accords de Maputo et d'Addis-Abeba et dans le communiqué de Pretoria. Nous accorderons notre soutien à une telle conférence si elle répond aux critères suivants :

1. Elle doit être inclusive : tous les principaux mouvements politiques et les autres forces vives de la Nation doivent être représentés,
2. Elle doit être conduite dans l'esprit et le cadre du processus de la SADC et doit concourir à la mise en œuvre des accords,
3. Elle ne doit pas avoir un ordre du jour ou une feuille de route préconçu(e) qui n'a pas fait l'objet d'un accord négocié par toutes les principales parties prenantes et qui a déjà été déterminé avant la Conférence,
4. La situation politique doit être suffisamment normalisée par le biais de mesures favorisant la création d'un climat de confiance permettant la participation des dirigeants politiques et des Mouvances, sans aucune contrainte ou restriction.



Nous restons attachés au processus de médiation initié par la SADC et le Président Chissano. Par conséquent, nous ne sommes pas disposés à accepter toute suggestion qui pourrait compromettre ce processus. Nous serons prêts à y participer à la seule et unique condition d'être convaincus que la Conférence en question constituera un appui et une consolidation du processus de la SADC. Nous ne sommes pas rigides au sujet des dispositifs procéduraux. Mais nous sommes pleinement conscients de l'importance des procédures pouvant générer la légitimité d'un accord. Nous sommes donc tenus de rester intransigeants sur le principe que les procédures appropriées et de nature démocratique doivent toujours être respectées. Une conférence mal conçue peut anéantir tous les progrès réalisés jusqu'ici. Par conséquent, nous recommandons une éventuelle conférence nationale s'inscrivant dans le processus de médiation, et dont la tenue ne peut être effectuée sans accord mutuel.



**SEM Marc RAVALOMANANA**  
**Chef de File de la Mouvanse Ravalomanana**  
**17 juillet 2010**